

LE SOCIALISME

Carnet de notes.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 04 août 2026

Et pendant ce temps-là le massacre des innocents continue...

Week-end “sanglant” à Gaza après l’annonce d’un accord par Washington - Courrier International 3 août 2026

De nouveaux bombardements israéliens dans la bande de Gaza ont fait près de 20 morts ce week-end, quelques jours après l'annonce d'un accord sur le désarmement du mouvement islamiste Hamas et sur le retrait israélien du territoire palestinien, rapportent plusieurs médias.

"[Dimanche], la bande de Gaza a été le théâtre d'une journée sanglante marquée par plus de 15 frappes aériennes menées par des drones, des hélicoptères et des avions de chasse israéliens", indique le quotidien palestinien Al-Ayyam.

"Ces attaques ont fait 19 morts parmi les Palestiniens, dont deux enfants [...] et plusieurs femmes", précise-t-il, citant un rapport du ministère de la Santé gazaoui. Courrier International 3 août 2026

Ceuta. La question révélatrice qui tue ceux qui étaient censés en tirer profit.

Ceuta: le Maroc a-t-il laissé passer les migrants, et dans quel but? - AFP 3 août 2026



J-C – Question : Sérieusement, si un jour vous deviez immigrer, partiriez-vous un beau matin en T-shirt ou en bras de chemise, en sandales, les mains et les poches vides ?

Les autorités, ces psychopathes enragés, ces fanatiques dégénérés à l'esprit militarisé ont atteint un tel niveau de folie qu'ils se croient tout permis. C'est à croire que cette fois-ci la ficelle était trop grosse... du coup, trahis par de nombreux témoignages accablants, la vérité crue et sordide leur pète à la gueule !

Les « *alliés clés* » du Maroc, Israël et les États-Unis ont « *jubilé devant la situation* », tout est dit ici, lisez, c'est jubilatoire ! Pour parodier un acteur comique : On les aura !

Ce que l'on sait de l'implication du Maroc dans la crise migratoire à Ceuta qui a créé la division en Europe - Le HuffPost 4 août 2026

Des témoignages recueillis par l'AFP et plusieurs experts suggèrent qu'un allègement des contrôles marocains dans la zone frontalière de Ceuta a favorisé la crise migratoire sans précédent qu'a connue l'enclave espagnole.

Des migrants refoulés ont affirmé qu'aucun barrage renforcé n'avait été déployé sur les deux routes menant à Fnideq, localité de 77 000 habitants jouxtant Ceuta. Et une source proche des opérations sécuritaires a fait état à l'AFP « *de contrôles de gendarmerie normaux, pas de déploiement exceptionnel* » pouvant gérer l'afflux de milliers de personnes.

Pierre Vermeren, chercheur spécialiste du Maghreb, souligne que la police marocaine est « *très efficace, très organisée et très bien informée* ». Si elle avait voulu empêcher les jeunes d'arriver, soutient-il, elle « *pouvait bloquer les routes* ». « *Nous avons constaté que le dispositif sécuritaire avait été allégé* » et que « *les renforts (policiers) ne sont arrivés que jeudi soir* », renchérit Mohamed Benaïssa, président de l'Observatoire du nord pour les droits humains, basé dans la région.

Riccardo Fabiani, analyste pour l'International Crisis Group, juge toutefois qu'« *il y a suffisamment d'éléments pour estimer que (le pouvoir à) Rabat est impliqué dans cette crise* ». Il cite notamment « *des vidéos qui montrent des forces de sécurité passives face à des camions remplis de migrants* », des images que l'AFP n'a pas été en mesure de vérifier.

Sachant comment fonctionne le Maroc, « *difficile de croire que les autorités n'aient pas été au courant de ce qu'il se passait, voire n'aient pas facilité un mouvement de population d'une telle ampleur* », abonde Haizam Amirah Fernandez, directeur du Centre des études arabes contemporaines à Madrid.

The *New York Times* a relayé les témoignages de plusieurs jeunes expliquant comment les autorités du pays les encourageaient à traverser vers la ville espagnole : Alaoui, 26 ans, a raconté que, lorsque son groupe s'approchait de la frontière jeudi, des agents de la police marocaine leur ont indiqué la bonne direction. « *Ils n'arrêtaient pas de dire : 'par là, par là'* », rapporte le média américain.

La Guardia Civil a repéré des agents du renseignement marocain parmi les migrants

Au-delà des versions officielles, l'analyse des caméras thermiques et haute définition déployées sur les digues et le périmètre frontalier de Ceuta a apporté un élément déterminant. Comme l'a révélé *"El Español"* (source en espagnol), les images captées par la Guardia Civil montrent que des agents du service de renseignement marocain se sont infiltrés activement parmi les foules qui ont franchi les contrôles.

Les enquêteurs de la Guardia Civil ont identifié plusieurs membres des services de renseignement marocains opérant sur le terrain, vêtus en civil et se fondant parmi les groupes de migrants, où ils jouaient le rôle de guides, recueillaient des informations et coordonnaient visuellement la traversée.

Cette découverte semble écarter la théorie selon laquelle il s'agirait d'un phénomène spontané provoqué uniquement par des rumeurs sur les réseaux sociaux et laisse entrevoir une opération impliquant des services de renseignement d'État.

Les services de renseignement espagnols avaient d'ailleurs alerté le gouvernement, plusieurs jours avant, qu'une crise se préparait à Ceuta, précisément à l'occasion de la Fête du Trône au Maroc.

Quel intérêt Rabat aurait-il pu trouver à une telle crise ?

Pour Pierre Vermeren, il s'agit « *d'un message d'avertissement envoyé à l'Espagne* » de Pedro Sanchez sur la question du Sahara occidental. Cette ancienne colonie espagnole, territoire non autonome au regard de l'ONU, est contrôlée en majeure partie par le Maroc mais revendiquée par les indépendantistes du Polisario, soutenus par l'Algérie.

La récente visite du Premier ministre espagnol à Alger a pu susciter l'ire côté marocain, estime le chercheur.

En 2021, le Maroc avait été accusé d'avoir facilité l'entrée illégale à Ceuta de plus de 10.000 jeunes Marocains pour faire pression sur l'Espagne. Madrid allait, quelques mois plus tard, apporter son soutien au plan d'autonomie marocain pour le Sahara occidental, un revirement historique.

Autre dossier crucial : les enclaves de Ceuta et Melilla, possessions espagnoles depuis respectivement 1640 et 1497, que le Maroc revendique depuis son indépendance en 1956.

L'afflux migratoire « *rappelle à l'Espagne que Ceuta reste un territoire contesté et difficile à défendre et que Madrid a besoin de Rabat pour protéger ses intérêts* », estime Riccardo Fabiani.

· D'autres pays ont-ils voulu cibler l'Espagne ?

Certains analystes avancent des considérations plus larges, dans un contexte de tensions diplomatiques entre l'Espagne, Israël et le président Donald Trump. Riccardo Fabiani note que « *pendant des mois, des responsables de droite aux États-Unis et en Israël ont incité le Maroc*

à agir sur Ceuta en représailles au soutien de l'Espagne aux Palestiniens et à sa position sur la guerre en Iran ». Il juge ainsi que les événements pourraient faire « gagner des galons » à Rabat « aux yeux de ses alliés clés : Israël et les États-Unis », qui ont d'ailleurs « jubilé devant la situation ».

Le Maroc a obtenu de Donald Trump en 2020 un soutien crucial à son plan pour le Sahara en contrepartie d'une normalisation de ses relations avec Israël, qui se sont depuis fortement développées.

Au plus fort de la crise, l'ambassadeur israélien à l'ONU Danny Danon a critiqué Madrid en affirmant que l'Espagne, qui « *ne manque aucune occasion de faire la leçon à Israël (...), devrait expliquer au monde pourquoi elle conserve des enclaves coloniales en Afrique* ». « *Les Espagnols ne se comportent pas bien mais ils apprendront* », a de son côté récemment lancé Donald Trump.

Son intention serait, selon l'expert Fernandez, de « *punir l'Espagne* » et de « *semer la division* » au sein de l'Union européenne, alors que cet épisode a déclenché une crise diplomatique entre Madrid et ses partenaires européens les plus critiques de sa politique migratoire. Le HuffPost 4 août 2026

J-C – Les choses pourraient être plus compliquées ou cette affaire aurait pu avoir été fomentée de l'intérieur du Maroc, une histoire de rivalité ou une interprétation pour faire diversion.

Qui tirait les ficelles au Maroc ? (Euronews 3 août 2026)

Selon le quotidien espagnol "*The Objective*" (source en espagnol), qui cite des sources marocaines au fait des structures de pouvoir du royaume, l'homme désigné comme possible cerveau de l'opération est Fouad Ali El Himma, connu dans certains cercles comme le "*vice-roi*" du Maroc. Conseiller et ami personnel du roi Mohamed VI depuis leur époque au Collège royal, ancien haut responsable du ministère de l'Intérieur et fondateur du Parti Authenticité et Modernité (PAM) en 2008, El Himma aurait utilisé le désordre migratoire avec un double objectif : affaiblir le gouvernement d'Aziz Akhannouch – qui ne se représentera pas aux élections de septembre – et renforcer la position du PAM en vue des élections du 23 septembre.

Le choix du moment ne serait pas fortuit. Mohamed VI a prononcé, dans la nuit de mercredi, son discours pour le 27e anniversaire de son accession au trône, en présentant une image de stabilité et de progrès. Quelques heures plus tard, des milliers de Marocains tentaient de quitter le pays par Ceuta. Le contraste entre le discours officiel et les images à la frontière était, selon cette lecture, le véritable message de l'opération.

Le précédent de 2021 renforce cette hypothèse. À l'époque, près de 10 000 personnes étaient entrées à Ceuta après que les forces marocaines eurent relâché la surveillance durant la crise diplomatique provoquée par l'hospitalisation en Espagne du chef du Front Polisario Brahim Ghali. Cette opération avait démontré que Rabat peut activer et interrompre la pression migratoire comme instrument politique.

J-C – Deux remarques. Il y a comme un relent de colonialisme insupportable dans cette histoire côté espagnole. Sanchez a eu beau afficher son soutien aux Palestiniens et son opposition à la guerre contre l'Iran, il n'en demeure pas moins que ce n'est pas vraiment un opposant à l'impérialisme américain, il ferait même plutôt partie de ses meilleurs élèves quand il s'agit d'armer le régime nazi ukrainien et de mener la guerre contre la Russie.

1- Les enclaves de Ceuta et Melilla, qui sont des possessions espagnoles depuis respectivement 1640 et 1497 en terre africaine devraient revenir au Maroc. Depuis la fin du régime franquiste en 1975, le PSOE a gouverné l'Espagne à plusieurs reprises, alors pourquoi n'en a-t-il pas profité pour rendre ces enclaves au Maroc ?

2- Sánchez soutient militairement le régime nazi de Kiev, par conséquent il ne mérite aucun soutien de notre part.

Sánchez réaffirme le soutien militaire à l'Ukraine et demande plus de pression sur la Russie avec un nouveau paquet de sanctions - 13 juillet 2026

Le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez a réaffirmé son soutien indéfectible à l'Ukraine en annonçant un engagement de 1 milliard d'euros d'aide militaire bilatérale pour l'année 2026, tout en demandant de nouvelles sanctions contre la Russie.

<https://www.democrata.es/fr/politique/sanchez-reaffirme-le-soutien-militaire-a-l-ukraine-et-demande-plus-de-pression-sur-la-russie-avec-un-nouveau-paquet-de-sanctions/>

J-C – Social-impérialiste pour toujours !

Sanchez résisterait à l'OTAN, ben voyons, foutaise, la preuve :

- Sous Pedro Sánchez, le budget de la défense en Espagne est passé d'environ 20 milliards de dollars (1,28 % du PIB) en 2022 à 35,419 milliards d'euros en 2026 (atteignant l'objectif de 2 % du PIB comme l'exigeait l'OTAN). (Source : euractiv.com 22 avril 2026)

Au fait, si j'ai fait l'impasse sur les réactions de ce qu'on appelle la gauche ou l'extrême gauche en France, c'était pour ne pas vous foutre davantage le moral à zéro !

Quand une association de malfaiteurs, l'OTAN, invente une menace pour justifier des dépenses militaires et sa politique belliqueuse.

Face à une Russie menaçante, le Danemark mise sur un plus long service militaire - 20 Minutes avec AFP 4 août 2026

Quelque 1.600 jeunes Danois ont ainsi entamé lundi leur service militaire qui dure désormais 11 mois, contre quatre mois auparavant.

Au Danemark, la conscription est très largement basée sur le volontariat : les jeunes jugés aptes se portent d'abord volontaires et, dans les rares cas où il manque des recrues, les autres

sont sélectionnés par tirage au sort. Cette année, environ 20 % des conscrits sont des femmes, selon les forces armées. 20 Minutes avec AFP 4 août 2026

L'Inde dans leur collimateur. Désinformation. Comment ils manipulent les faits.

Inde: revers électoral pour le BJP de Narendra Modi qui perd deux élections partielles - RFI 3 août 2026

J-C - Diable, pour un peu on serait bientôt débarrassé de Modi ! Dans cet article, je tiens juste à rétablir les faits ou la vérité, et je n'y suis pour rien s'ils sont à l'avantage de Modi, je tenais à le préciser avant qu'on m'accuse d'être un agent du BJP ! J'ai horreur des mensonges et de l'injustice, on ne se refait pas.

Une partie des médias indiens ont titré : Les résultats globaux ont représenté un coup dur pour le parti au pouvoir (le BJP), qui aurait essuyé deux défaites majeures sans s'attarder sur sa victoire dans la troisième circonscription qui contredit leur récit.

Voyons de quoi il retourne vraiment, en détails, mais avant tout un rappel.

A les entendre, pour un peu les résultats de ces élections ayant porté sur environ 370 000 votants ébranleraient le pouvoir en place en Inde, qu'il soit permis d'en douter pour plusieurs raisons.

Sur une population totale estimée à environ 1,48 milliard d'habitants, l'Inde compte 970 millions de citoyens en âge de voter (18 ans). Lors des dernières grandes élections générales, le nombre de votants s'est élevé à 642 millions de votants.

1- La circonscription électorale de Bankipur (dans l'État du Bihar) compte très précisément 130313 électeurs ont participé à ce scrutin.

Lors du dernier scrutin du 30 juillet 2026 remporté par Prashant Kishor, 25 candidats étaient en lice. Prashant Kishor du Jan Suraj Party (JSP) a obtenu 64151 voix, soit 49,23% des voix des électeurs inscrits, et Neeraj Kumar candidat du Bharatiya Janata Party (BJP) a obtenu 44827 voix soit 34,4 %. Le taux de participation fut historiquement bas avec 34,30 % de votants.

Ce taux de participation historiquement bas s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs :

1- L'apathie traditionnelle de l'électorat urbain.

Bankipur est une circonscription entièrement urbaine située au cœur de la capitale, Patna. En Inde, les zones urbaines affichent structurellement un taux de participation plus faible que les zones rurales. Les analystes politiques ont pointé du doigt une profonde léthargie et un désintérêt de la classe moyenne urbaine locale pour les scrutins intermédiaires.

2. Le phénomène classique des élections partielles.

Historiquement, les élections partielles (bypolls) mobilisent beaucoup moins que les élections générales. Le gouvernement de l'État n'étant pas remis en jeu par ce vote unique, une grande partie des électeurs a estimé que le scrutin manquait d'enjeux immédiats pour leur quotidien.

3. La confusion et le retrait tardif du candidat initial du BJP.

La circonscription était un bastion imprenable du BJP depuis 1995. Cependant, juste avant l'élection, le candidat initialement pressenti par le BJP, Abhishek "*Bunty*", s'est retiré à la toute dernière minute pour des "*raisons familiales*". Le parti au pouvoir a dû parachuter en urgence un jeune leader, Neeraj Kumar. Ce revirement de dernière minute a perturbé et démobilisé. (Source : Deccan Herald)

(Source : <https://results.eci.gov.in/ResultAcByeAugust2026/ConstituencywiseS04182.htm>)

2- La circonscription électorale de la ville de Datia (dans l'État du Madhya Pradesh) compte 157499 électeurs ont participé à ce scrutin.

Lors du dernier scrutin du 30 juillet 2026 remporté par Ghanshyam Singh, 21 candidats étaient en lice. Ghanshyam Singh du Parti du Congrès a obtenu 66726 voix, soit 42.39 % des voix des électeurs inscrits, et Ashutosh Tiwari du Bharatiya Janata Party (BJP) a obtenu 60701 voix, soit 38.57%.

Le taux de participation officiel lors de cette élection partielle à Datia s'est élevé à 71,44 %, en baisse d'environ 9 points par rapport au record de 80,2 % enregistré lors des élections générales de 2023. La participation a été massive en zone rurale avec près de 78 % de votants, contre seulement 62 % dans les zones urbaines de Datia. Cette faible mobilisation en ville a lourdement pénalisé le candidat du BJP.

(Source : <https://results.eci.gov.in/ResultAcByeAugust2026/ConstituencywiseS1222.htm>)

Une goutte d'eau dans un verre d'eau dont se repaissent notamment les médias français pro impérialiste. Ils sont dépités :

RFI - Ces élections montrent que les électeurs urbains sanctionnent le pouvoir sans pour autant accorder leur confiance à l'opposition traditionnelle.

J-C - Et les médias nationaux indiens d'en rajouter, précisant que ces scrutins partiels ne menaçaient pas la stabilité des gouvernements en place au niveau national ou régional. J'allais oublier l'élection au Gujarat;

: Le BJP conserve son siège traditionnel grâce à la victoire de Satendrabhai Patel

3- La circonscription électorale de Manjalpur (Etat du Gujarat) compte très précisément 82579 électeurs ont participé à ce scrutin.

Lors du dernier scrutin du 30 juillet 2026 remporté par Satendrabhai Patel, 2 candidats seulement étaient en lice. Satendrabhai Patel du Bharatiya Janata Party (BJP) a obtenu 55481 voix, soit 67.19 % des voix des électeurs inscrits, et Bhikhabhai Rabari, le candidat du Parti du Congrès a obtenu 24851 voix, soit 30.09%. Le taux de participation s'établit à 37,5 %.

Précision. La circonscription électorale de Manjalpur, située dans le district de Vadodara, est plutôt urbaine. Elle fait partie intégrante de la ville de Vadodara. Le scrutin a confirmé l'ancrage urbain du parti au pouvoir (BJP).

(Source : <https://results.eci.gov.in/ResultAcByeAugust2026/ConstituencywiseS06145.htm>)